



HAL
open science

La spécificité du communisme yougoslave

Michel Drouet

► **To cite this version:**

Michel Drouet. La spécificité du communisme yougoslave. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2003, Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire, 71, pp.71-81. 10.3406/mat.2003.923 . halshs-03737559

HAL Id: halshs-03737559

<https://shs.hal.science/halshs-03737559>

Submitted on 12 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La spécificité

Michel DROUET

du communisme yougoslave

La Yougoslavie socialiste (1945-1990) se distingue des autres pays socialistes sur de nombreux plans : les modalités d'accèsion au pouvoir du Parti communiste (ultérieurement dénommé Ligue des communistes), la rupture en 1948 avec le bloc soviétique, d'où une réorientation partielle vers l'Ouest et un rôle fondateur dans le mouvement des pays non-alignés, la mise en place progressive à partir de 1950 d'un modèle économique et social spécifique, l'autogestion — qui connaîtra son heure de gloire dans certains milieux occidentaux, principalement intellectuels mais aussi syndicaux, au cours des années soixante et soixante-dix — et, enfin, sa disparition dans « le sang et les larmes » à partir de 1991.

Dans un régime communiste, le politique commande à l'économique. Néanmoins, la décentralisation politique, au profit d'abord, dans les années cinquante, des communes, puis des Républiques à partir des années soixante, et l'abandon du principe de la planification impérative dès 1952 donnent à l'économique, au travers des relations de marché, une autonomie croissante, d'où la dénomination de socialisme de marché à partir de la Réforme de 1965. La persistance de l'intervention du politique va cependant conduire à l'inefficacité relative de la firme autogérée et à des déséquilibres économiques croissants ; cette intervention, régionale avec le primat donné aux Républiques, sera incapable d'y faire face, d'où une stagnation économique dans les années quatre-vingt, terreau de la montée des nationalismes dont l'issue sera la disparition de la Yougoslavie.

La prise du pouvoir par les communistes et la nouvelle Yougoslavie fédérale

Dans un pays comptant parmi les moins développés d'Europe et demeuré très rural (environ 75 % de la population active), les communistes yougoslaves étaient fort peu nombreux jusqu'en 1941, d'autant que la royauté les avait confinés dans la clandestinité dès 1921. La Deuxième Guerre mondiale, qui débute pour la Yougoslavie le 6 avril 1941 avec le bombardement de Belgrade par l'aviation allemande, conduit au dépeçage de la Yougoslavie royale entre les vainqueurs (Allemagne, Italie, Hongrie, Bulgarie) et à la formation, sous l'égide de l'occupant, d'un État indépendant croate (NDH) recouvrant l'actuelle Croatie (sans la Dalmatie) et la Bosnie-Herzégovine.

Très vite, apparaît un mouvement de résistance à l'occupant, en réalité deux mouvements, l'un, les tchetniks, se réclamant de la royauté et sous la direction de D. Mihajlović officier de l'armée royale nommé en janvier 1942 ministre de la Défense par le gouvernement en exil à Londres, l'autre, les partisans, dirigé par le Parti communiste à la tête duquel se trouvait depuis 1937 J. Broz Tito. Dans les deux cas, la résistance repose d'abord presque exclusivement sur des Serbes et des Monténégrins, reflet de leurs conditions d'occupation particulièrement dures mais aussi, pour certains, de leur attachement à la royauté ; en outre, dans les territoires relevant du NDH où les Serbes représentaient près d'un tiers de la population, la résistance est une des conditions de leur survie face à la politique raciste des autorités Croates oustachies, responsables de multiples massacres à partir de la fin avril 1941.

Le mouvement tchetnik demeura principalement serbo-monténégrin et fidèle à la royauté tandis que les

communistes yougoslaves, mettant en avant la lutte contre l'occupant et le fascisme et prônant une nouvelle Yougoslavie fondée sur l'égalité des peuples, surent regrouper des membres des différentes communautés composant la Yougoslavie. Centrés en Bosnie-Herzégovine, les partisans s'appuyèrent également sur les Serbes de la Krajina croate, contrôlant ainsi en partie l'arrière-pays dalmate avec l'aide des partisans dalmates. Bien organisés, disciplinés, mieux répartis géographiquement, les partisans furent reconnus comme la principale force de résistance par les alliés, en premier lieu les Britanniques, dès le printemps de 1943 et surtout après la conférence de Téhéran en septembre 1943. Ils bénéficièrent en conséquence de leur aide militaire au détriment du mouvement tchetnik, soutenu jusqu'alors en tant que représentant sur le terrain du gouvernement en exil à Londres.

Cette prépondérance militaire des partisans est prolongée sur le plan politique par la tenue à Jajce (Bosnie) le 29 novembre 1943 de la deuxième session de l'AVNOJ (Conseil antifasciste où les communistes détiennent les postes essentiels) qui énonce les principes de réorganisation politique de la Yougoslavie sur une base fédérale, préfigurant la Constitution de 1946. Cette option fédérale correspond à l'évolution de la position du PCY entamée en 1935. Auparavant, la position constante du parti communiste à l'égard de la Yougoslavie royale avait été de dénoncer l'hégémonisme grand-serbe, conformément à la politique du Komintern ; était ainsi mis en avant le droit à la sécession des peuples opprimés par les Serbes comme lors de sa IV^e Conférence tenue à Ljubljana en 1934, où le royaume était considéré comme « *une occupation de la Croatie, de la Dalmatie, de la Slovénie, du Monténégro, du Kosovo et de la Bosnie-Herzégovine par les troupes serbes* ». À partir de 1935 et l'objectif devenu prioritaire pour le Komintern de former un front national face au nazisme et au fascisme, la position du PCY évolua pour prôner l'intégrité du pays lors de sa V^e Conférence à Zagreb en 1940, ouvrant la voie à l'option fédérale retenue en 1943 avec pour référence le modèle soviétique.

Belgrade est libérée en octobre 1944 par l'armée soviétique et les partisans, mais les combats continuent en Croatie et Bosnie-Herzégovine avec la résistance allemande et celle, souvent acharnée, des oustachis ; Zagreb et Ljubljana ne sont ainsi libérées qu'après la capitulation allemande du 8 mai 1945. Dans le même temps, les partisans reprennent le contrôle de la plupart des zones tenues en Serbie par les tchetniks. Cette prédominance militaire et donc politique se manifestent pleinement aux élections du 11 novembre 1945 où l'unique liste en présence, celle du Front populaire, vitrine électorale du parti communiste qui s'est adjoint plusieurs petits partis sans réelle audience, obtient une très large majorité (résultat plus faible en Serbie avec néanmoins un peu plus de deux tiers des voix), les suffrages exprimés dépassant les 90 % des inscrits. Le

29 novembre 1945, la monarchie est abolie et la nouvelle Yougoslavie proclamée sous la dénomination de République populaire démocratique.

La prise du pouvoir par le Parti communiste s'accompagne certes de méthodes que l'on peut retrouver ailleurs, notamment son emprise politique monolithique avec l'élimination rapide des autres partis, y compris ceux ayant accepté de faire partie du Front populaire. Cela passe en particulier par le discrédit jeté sur les tchetniks, accablés du même opprobre que les oustachis, et par leur élimination, culminant en 1946 avec la condamnation à mort pour collaboration avec l'ennemi de leur chef D. Mihajlovic. Ainsi, les communistes yougoslaves se présentent comme les seuls authentiques résistants à l'occupant ; et ils le peuvent d'autant plus qu'en 1945 ils reprennent à l'Italie les territoires slovènes et croates qu'elle avait obtenus à la fin de la Première Guerre mondiale.

Dans un pays exsangue, avec un million de morts (pour une population estimée en 1939 à 15,6 millions) dont plus de la moitié résulte des conflits internes et notamment de la politique oustachie, les communistes paraissent porteurs d'une nouvelle Yougoslavie multinationale, préoccupés de développement économique et social ; ils vont ainsi bénéficier d'un soutien populaire certain. Paradoxalement, c'est parmi les Serbes que leur audience est la plus controversée. D'un côté, les Serbes de Serbie ont constitué le noyau initial des partisans, noyau rapidement augmenté par les Serbes soumis aux persécutions du NDH ; ces Serbes de la Krajina croate et bosniaque furent d'ailleurs par la suite l'un des plus fermes soutiens du régime titiste et furent fortement représentés dans ses organes sécuritaires. D'un autre côté, les Serbes de Serbie (et de la Bosnie orientale) sont plus partagés, compte tenu de l'attachement de certains à la royauté et au mouvement tchetnik ; en outre, le démantèlement partiel de la Serbie de 1918 dans le cadre de la nouvelle Fédération est mal perçu, même si le caractère répressif du régime ne permet guère aux oppositions de s'exprimer. Pour les Croates et une part importante des Musulmans, le nouveau régime permet par contre, après les purges initiales sanglantes des oustachis, de tourner rapidement la page sur ce passé collaborationniste et génocidaire. Par ailleurs, l'octroi, pour la première fois, aux Slovènes et aux Macédoniens d'une identité étatique dans le cadre de la Fédération conduit ceux-ci à soutenir durablement le régime.

Les principes de la Yougoslavie fédérale ont été arrêtés dès 1943 à Jajce. Ils reposent sur la distinction bolchévique entre nations, ou peuples constitutifs qui ont droit à un État (et en principe à la sécession), et minorités ou nationalités, qui n'ont pas droit à un État, soit parce que ce sont des communautés transnationales (Tziganes...), soit parce qu'à ces peuples correspond un État, « mère-patrie », qui ne fait pas partie de la Fédération (Albanais, Hongrois...).

Ayant dénoncé de façon constante la Yougoslavie royale comme une prison des peuples soumis à l'hégémonie grand-serbe, les communistes vont, au travers de cette organisation fédérale, réduire le poids de la Serbie de 1918 (dans laquelle s'était fondu le Monténégro) avec la recréation du Monténégro, la création de la Macédoine et, au sein de la Serbie, de deux provinces autonomes (Voïvodine et Kosovo) au nom de l'importance de leurs minorités, ramenant ainsi la Serbie restreinte à des frontières proches de celles de 1878. À l'inverse, est rejeté le projet, avancé à nouveau au printemps 1944 par Mosa Pijade, un proche collaborateur de Tito, d'une province autonome de la Krajina serbe au sein de la Croatie ; de même, ni l'Istrie, reprise à l'Italie en 1945, ni la Dalmatie ne bénéficient d'autonomie au sein de la Croatie. Sans doute, les enjeux de cette structure furent-ils limités tant que le régime demeura fortement centralisé et répressif ; ils apparaîtront pleinement avec l'orientation confédérale de la Constitution de 1974 et plus encore lors de la dislocation de la Yougoslavie titiste à partir de la fin des années quatre-vingt.

La rupture avec Moscou et l'émergence d'un modèle original

Considérés initialement comme radicaux dans le mouvement communiste international de l'après-guerre, les Yougoslaves furent les premiers à reproduire le modèle soviétique, avec l'expropriation des grands propriétaires fonciers, notamment les Églises, mais aussi de la minorité allemande en Voïvodine, et la nationalisation de l'industrie, des banques et du commerce de gros, prémisses à la mise en œuvre du premier plan quinquennal à partir de 1947. Pour autant, les communistes yougoslaves n'étaient pas disposés à renoncer à leur indépendance nationale, ni à reconnaître l'URSS comme puissance dominante et à se soumettre aux directives du Kominform concernant en particulier la stratégie de développement et le rythme des transformations sociales. Leur rejet de leur condamnation par le Kominform le 29 juin 1948, pour « ligne incorrecte et déviation par rapport au marxisme léninisme », va avoir de multiples conséquences, tant sur le plan international que sur le plan interne.

Moscou n'est pas en mesure de faire accepter ses directives par la direction yougoslave, reflet de sa légitimité issue de la résistance à l'occupant et du caractère endogène du communisme yougoslave. Cette incapacité conduit le Kominform à décréter en 1949 un blocus économique exercé par l'ensemble de ses membres ; or la mise en œuvre du premier plan quinquennal reposait largement sur l'aide économique de ces pays qui assuraient en 1948 plus de la moitié des

échanges extérieurs de la Yougoslavie. Il faut attendre 1954 pour que les relations avec les pays socialistes commencent à se normaliser. De cette rupture et de ce blocus, il reste toutefois une méfiance à l'égard de ces régimes, alimentée par l'intervention soviétique à Budapest en 1956 et à Prague en 1968 et qui se manifesta dans l'organisation militaire ultérieure, dite de la défense populaire généralisée, censée faire pièce à une intervention identique à l'encontre de la Yougoslavie.

Après une période d'isolement et d'aggravation de la situation économique, la Yougoslavie se tourna vers l'Ouest. L'aide tripartite (États-Unis, Royaume-Uni et France) à partir de 1951 permit ainsi à court terme de remédier à une situation alimentaire fort dégradée. Mais au-delà, le blocus des pays du Kominform et la réorientation forcée des échanges vont conduire à des changements systémiques, en premier lieu à l'abandon progressif à partir du début de 1952 de la planification impérative centralisée : un tel système n'est en effet guère tenable dans une économie relativement ouverte, par nécessité vu sa taille, et donc soumise ne serait-ce que partiellement aux vents du marché mondial.

Cette situation, entre Est et Ouest, spécifique pour un pays dirigé par un parti communiste, se concrétisa par ailleurs dans le rôle de la Yougoslavie à partir du milieu des années 1950 dans la formation du mouvement des pays non-alignés, la première conférence de ce mouvement se tenant au demeurant à Belgrade en 1961. Un tel rôle donna à la Yougoslavie et à Tito une aura internationale, surtout auprès des pays du tiers-monde, que son poids économique ne pouvait lui permettre ; nombre de Yougoslaves ne furent pas insensibles à cette dimension internationale, même si avec le temps et la diversification croissante du tiers-monde elle donna aussi lieu à certains sarcasmes, surtout dans les années 1980.

Sur le plan intérieur, le régime essaie, dans un premier temps, de montrer l'inanité des accusations du Kominform en accélérant la mise en œuvre d'un système de type soviétique : collectivisation de l'agriculture précisément à partir de juin 1948, priorité renforcée du développement de l'industrie des biens de production, dont la dimension militaire dans ce contexte conflictuel est évidemment importante, mais aussi, répression interne à l'égard des communistes troublés par cette évolution ; cette répression, avec la déportation sur des îles dalmates d'une dizaine de milliers de communistes ne prit cependant pas la dimension des grandes purges staliniennes.

Dans un deuxième temps, avec la loi sur les Conseils ouvriers de juin 1950, le régime met en avant un modèle socio-économique se voulant moins étatisé, donc moins bureaucratique, que le modèle soviétique, et par là plus conforme aux préceptes du marxisme-léninisme prônant le dépérissement de l'État et la libre association des producteurs : c'est le début de l'autogestion yougoslave, avec la propriété sociale et

non plus collective des moyens de production, dont les modalités évoluèrent constamment et qui devint un des mythes fondateurs du régime.

Hormis l'agriculture dont 80 % des terres reviennent dans la sphère privée à partir de 1953, l'autogestion concerna d'abord les entreprises mais fut ultérieurement généralisée à l'ensemble des acteurs institutionnels. Concernant les entreprises, l'évolution de l'autogestion renvoie à leurs relations avec le plan et au degré d'emprise que celui-ci conserve sur leurs décisions micro-économiques. Afficher l'objectif, conformément aux propositions marxistes, de producteurs librement associés pour maîtriser leurs conditions de travail apparaît incompatible avec une planification de type soviétique qui impose des objectifs détaillés et multiples aux entreprises ; il faut donc accorder aux entreprises une certaine autonomie pour donner sens à l'autogestion. Dans le même temps, accorder cette autonomie implique la mise en relation, au moins partiellement, des entreprises avec le marché, ce qui contrevient à un autre précepte marxiste, à savoir la remise en cause de « la loi de la valeur », en d'autres termes l'allocation des ressources par le marché. Cette contradiction n'était pas admise par les défenseurs du régime, en particulier par le principal théoricien de l'autogestion, Edvard Kardelj¹, par ailleurs un des principaux soutiens de Tito depuis 1937. Selon lui, en effet, la sphère économique serait « saine » du point de vue doctrinal en raison de l'abolition de la propriété privée des moyens de production et, la source de « dégénérescence » résidant dans l'appareil d'État et son plan impératif, le développement du marché apparaîtrait comme « l'élargissement de la base matérielle de l'autogestion ».

La mise en œuvre de l'autogestion renvoie donc aux débats alors nombreux concernant les relations plan-marché. De fait, l'évolution en Yougoslavie alla globalement dans le sens d'un développement des relations de marché, avec un rôle croissant du marché mondial, même si alternèrent périodes de décentralisation et de recentralisation économique. On peut alors

distinguer trois étapes : la planification dite des proportions globales (1952-1965), la disparition de la planification centrale au profit de l'intégration au marché mondial (1965-1974) et à partir de 1974 et plus particulièrement de 1976, la loi sur « le travail associé » visant à une « planification contractuelle ».

Planification des proportions globales et croissance accélérée

Dans le cadre de la planification des proportions globales, l'emprise sur les décisions des entreprises demeure importante même si elle alla en se réduisant. À la différence du modèle soviétique, les entreprises ne doivent plus suivre les instructions détaillées du plan. Celui-ci va alors assurer la mise en œuvre de la stratégie de développement principalement par son contrôle très large de l'investissement productif, du contrôle des prix et celui des relations économiques extérieures.

Jusqu'en 1963, les deux tiers environ de l'investissement sont ainsi sous le contrôle du plan, par le biais notamment des « fonds d'investissement » dont la suppression donne un rôle déterminant aux banques dans le financement de l'accumulation jusqu'au début des années soixante-dix : il s'agit de réduire les critères politiques dans la répartition des investissements et de privilégier les critères économiques, donc les critères de rentabilité tels qu'ils ressortent des relations de marché. En outre jusqu'en 1961, l'entreprise ne peut librement disposer que d'une partie de son revenu net (valeur ajoutée moins amortissement) et elle reste soumise jusqu'en 1971 à un loyer pour son usage des moyens de production.

L'autonomie de l'entreprise est donc limitée par sa faible capacité à autofinancer ses investissements, conséquence des prélèvements destinés à financer les fonds d'investissement ; elle est également réduite par l'importance du contrôle des prix dont la structure doit assurer la mise en œuvre de la stratégie de développement retenue. Celle-ci, initialement, consiste en une industrialisation accélérée conforme au modèle soviétique avec priorité donnée aux industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires. Avec le développement des relations de marché, elle s'apparente de plus en plus, dès la fin des années cinquante, à l'industrialisation par substitution d'importation, modèle de développement fort en vogue dans les années cinquante-soixante dans les pays du tiers-monde ; marqué par un fort protectionnisme à l'égard des importations de biens de consommation, ce modèle repose sur le développement des industries de transformation nationales à partir d'importations de technologie occidentale et des biens d'équipement et de biens intermédiaires nécessaires à leur mise en œuvre.

1. Voir Edvard Kardelj, *Les contradictions de la propriété sociale dans le système yougoslave*, Paris, Éditions Anthropos, 1976.

2. Le produit social est un agrégat plus restrictif que le PIB (Produit intérieur brut) car il ne comprend pas les services non marchands. Sauf indications contraires, toutes les données statistiques de l'article sont issues de : Savezni Zavod za Statistiku, *Statistički Godisnjak 1990*, Belgrade, 1990 (dernier annuaire statistique concernant la Yougoslavie de 1945 à 1990) ainsi que de l'article de Miloje Nikolić : « Ekonomski razvoj u prvij i drugoj Jugoslaviji (1918-1990) », in *Jugoslavenski pregled*, n° 2, 1992, pp. 125-166.

3. Cf. Savezni Zavod za Statistiku, « Jugoslavenski Ekonomski Prostor » in *Ekonomski Trend* n° 5, octobre 1991, p. 24 ; sur ces 30 % de taux d'investissement en moyenne de 1947 à la fin des années 1980, 5 % correspondent à des biens d'équipement industriel, le reste — soit 25 % — aux investissements en bâtiments et investissements improductifs.

4. Dont l'un des auteurs majeurs, S. Pejovic, est précisément d'origine yougoslave. Voir E. G. Furubotn et S. Pejovic : « La structure institutionnelle et les stimulants économiques de la firme yougoslave », in *Revue de l'Est*, vol. III, n° 2, 1972, pp. 169-200. Pour un aperçu de l'abondante littérature sur la firme autogérée, voir Michel Drouet, « Autogestion et privatisations en Yougoslavie », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 2-3, juin-septembre 1992, pp. 59-104.

La réalisation d'une telle stratégie de développement suppose un contrôle étroit des relations économiques extérieures, bien que les entreprises soient en principe maîtresses de leurs relations extérieures. Ce contrôle passe dans un premier temps par l'existence de taux de change multiples censés corriger les disparités de prix internes-prix mondiaux et par une répartition administrative des devises selon la nature des biens importés. Cependant, dès 1961, lorsque la Yougoslavie devient membre du Gatt, on revient à un système protectionniste plus habituel en économie de marché : taux de change unique avec subventions à l'exportation d'une part, tarif douanier et quotas à l'importation d'autre part, ce qui n'empêche pas un interventionnisme important, compte tenu du déficit extérieur croissant, effet pervers habituel d'une industrialisation par substitution d'importations.

Au total, cette période est marquée par une forte croissance (un rythme annuel de 8,1 % pour le produit social² et de 12,4 % pour la production industrielle de 1953 à 1965, celle-ci assurant alors le tiers du produit social contre 20 % en 1953) mais avec d'importantes variations annuelles montrant une certaine instabilité systémique. Une telle croissance a permis une amélioration rapide du niveau de vie, initialement fort bas, et une transformation économique et sociale importante (exode rural et urbanisation notamment). Dans le même temps, l'effort d'investissement, facilité dans les années cinquante par l'aide occidentale, qui correspond alors à environ 30 % de l'accumulation, s'est accru, conséquence d'une « fringale » d'investissement illustrant la persistance d'une contrainte budgétaire douce pour les entreprises et l'importance des investissements non productifs sous l'impulsion des autorités politiques locales³. Ce développement rapide est cependant accompagné de nombreux déséquilibres, notamment sectoriels entre les industries de transformation, stimulées, et les industries de base, d'où des déséquilibres macro-économiques, en premier lieu inflation et déficit extérieur, avec le début dans les années soixante de l'endettement extérieur qui alla croissant surtout à partir de la fin des années soixante-dix et constitua une contrainte majeure dans les années quatre-vingt.

La réforme de 1965 : primat du marché et nationalisme économique

Les réformes des échanges extérieurs de 1961 et du financement de l'investissement de 1963 préfigurent la réforme économique de 1965-66 qui, avec l'abandon de toute planification impérative, consacre la volonté d'instaurer une économie de marché intégrée à l'éco-

nomie mondiale ; symbole de cette orientation, l'objectif de la convertibilité de la monnaie nationale pour 1970, ce qui ne fut atteint, provisoirement..., qu'en 1990. On peut alors pleinement parler de « socialisme de marché » qui s'apparente à la transition que connaissent les pays de l'Est à partir de 1990, avec cependant deux différences essentielles : ne sont remis en cause ni la propriété sociale et l'autogestion, ce qui exclut les privatisations, ni le monopole du pouvoir du Parti communiste.

Pour autant, le pouvoir politique monolithique se libéralise et surtout se décentralise au profit des Républiques et au détriment du pouvoir fédéral central, comme du pouvoir des communes privilégiées dans les années cinquante. Ce pouvoir croissant des Républiques, à partir de 1966, fut reconnu par les amendements constitutionnels de 1971 et plus encore par la Constitution de 1974 qui transforme de fait la fédération en une confédération. Une telle évolution est apparue comme la réponse à la montée des aspirations régionales voire nationalistes, sans qu'elle remette en cause le monopole du pouvoir du parti communiste.

Sur le plan économique, l'entreprise bénéficie dans un premier temps d'une grande autonomie avec la réduction des prélèvements dont elle faisait l'objet et avec l'allègement du contrôle des prix dont l'objectif devient la réduction de la disparité des prix intérieurs par rapport aux prix mondiaux considérés comme la référence. La réduction des prélèvements doit permettre aux entreprises d'accroître leur autofinancement des investissements, mais, comme l'ont montré les théoriciens des droits de propriété⁴, la firme autogérée privilégie la distribution du revenu net à ses salariés, d'où la faiblesse de son autofinancement et sa préférence pour les investissements à courte période de récupération. Le financement de l'accumulation est donc resté entre 1966 à 1971, dans le prolongement de la réforme de 1963, pour moitié environ du ressort de quelques grandes banques censées allouer les crédits en fonction de critères économiques, c'est-à-dire en dernier ressort, en principe, ceux du marché mondial. À cette fin, l'organisation du système bancaire sur une base territoriale est supprimée au profit d'une organisation par nature des opérations, en espérant de cette organisation une plus grande mobilité du capital et son affectation plus efficace. Ce rôle déterminant des banques jusqu'en 1971 est à l'origine de revendications de certaines Républiques (avant tout la Croatie) qui s'estiment défavorisés dans l'attribution des crédits, revendications qui prennent une tournure nationaliste à peine dissimulée. Ainsi, en Croatie, les décisions des banques, jugées discriminatoires, étaient attribuées au fait qu'elles étaient « inféodées à Belgrade » ; formulation ambiguë puisque Belgrade était la capitale fédérale mais aussi la capitale de la Serbie, d'où la portée interethnique implicite de cette formulation pouvant laisser entendre que la Croatie (les Croates) était exploitée par la Serbie (les Serbes).

Donner au marché un rôle essentiel dans l'allocation des ressources suppose néanmoins que celui-ci puisse l'exercer par le biais des mécanismes concurrentiels internes, mais aussi sous l'effet de la concurrence internationale au travers des exportations et des importations. L'objectif de la libéralisation des échanges extérieurs est effectivement mis en œuvre pour les exportations. Mais les importations demeurent encadrées, tant pour des raisons de protection de l'industrie de transformation nationale que pour limiter le déficit commercial croissant, ce qui reflète l'insuffisante compétitivité de l'économie yougoslave, mais aussi l'industrialisation par substitution d'importation qui repose largement sur des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Ainsi, diverses mesures (licences d'importations, quotas...) vont limiter la liberté d'importation, en premier lieu les importations de biens de consommation, et par là restreindre la pression concurrentielle qu'elles peuvent exercer. De même, la pénurie de devises, résultat d'une tendance constante et croissante au déficit extérieur, conduit à reporter sans cesse l'objectif de la convertibilité du dinar et à maintenir partiellement l'allocation administrative des devises.

Parmi les mesures relevant de ce contrôle des changes pour les transactions commerciales, l'une (le pourcentage de devises qu'un exportateur peut conserver et en conséquence utiliser librement pour importer) cristallise, avec les tensions à propos de l'attribution des crédits par les banques, les revendications croates d'où un important mouvement de protestation, à forte connotation nationaliste en Croatie en 1970-71⁵.

Ce mouvement dit « Maspok » (mouvement de masse)⁶ avait pour origine des revendications culturo-linguistiques formulées à partir de 1967 par des intellectuels croates pour que le croate soit considéré comme une langue distincte du serbe contrairement à l'accord de Vienne de 1850 et de celui de Novi-Sad de 1954 affirmant l'unicité de la langue parlée par les Serbes, Croates et Monténégrins. Relayé par les discours économiques sur la prétendue exploitation de la Croatie, ce mouvement nationaliste est pris en charge en 1970-71 par la direction du parti communiste croate avec notamment une proposition de révision de la Constitution croate en 1971 affirmant que cette République est « l'État du peuple croate », formulation qui fut reprise par les nationalistes croates en 1990 lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir⁷. La revendication à l'automne 1971 d'un siège à l'ONU contraint Tito à intervenir directement. Son intervention, fin 1971, conduit dans un premier temps au changement de la direction du parti croate et aux limogeages de plusieurs milliers de responsables, certains étant d'ailleurs condamnés à quelques années de prison comme Franjo Tudjman, premier président de la Croatie indépendante de 1992 et Stipe Mesic, actuel président de la Croatie.

Ce mouvement montre combien les difficultés économiques ont, avec la décentralisation politique, rapidement pris la forme de conflits d'intérêt entre les Républiques, avec en arrière-plan des tensions de type nationaliste qui relevaient du non-dit, compte tenu de l'idéologie officielle, sauf en cas de crise comme en 1971⁸.

La fin de ce mouvement illustre également le mode alors en vigueur de résolution de ces tensions. D'une part, répression des manifestations, purges dans le parti croate, mais également, selon la logique en vigueur de l'équilibre national dans la répression, changements en 1972 de la direction des partis communistes slovène, macédonien et serbe ; cette dernière prônait en effet à la fois la poursuite des réformes économiques de 1965-66 mais aussi une libéralisation de la vie politique qui pouvait conduire à la remise en cause du monolithisme du parti communiste⁹. D'autre part, satisfaction partielle des revendications économiques croates et poursuite de l'accroissement des pouvoirs des Républiques au détriment du pouvoir central, évolution qui débouche sur la Constitution de 1974 consacrant la nature fédérale de la Yougoslavie.

Sur le plan économique interne, les mécanismes concurrentiels vont effectivement se développer à partir de 1965-66, permettant une meilleure adéquation de l'offre à la demande et une meilleure prise en compte des coûts et de la recherche de débouchés dans les décisions micro-économiques des entreprises. Ainsi la croissance de 1965 à 1970 va reposer presque exclusivement sur une amélioration de la productivité du travail ; on retrouve le biais négatif pour l'emploi de l'entreprise autogérée, mis en avant dès 1958 par B. Ward¹⁰, et qui résulte du fait que la firme autogérée, cherchant à maximiser à court terme le produit net par employé et non le profit global à long terme, privilégie la substitution capital-travail au détriment de l'emploi.

Mais rapidement, face aux pressions inflationnistes, le contrôle des prix va se renforcer entravant ainsi le jeu concurrentiel. Celui-ci est également et surtout limité par la fragmentation du marché intérieur en raison de la faible intégration de l'appareil de production à l'échelle nationale et de l'action protectionniste du politique au niveau communal et de plus en plus au niveau républicain. En outre, le régime de la propriété des moyens de production constitue un obstacle majeur à la mobilité du capital et à son allocation plus efficiente, puisque le collectif de travail peut s'opposer à tout mouvement de fusion avec une autre entreprise et ceci d'autant plus que, pour des raisons politiques, le risque de faillite est exclu. En réalité, plutôt que d'approfondir l'autogestion, l'autonomie de l'entreprise a dans ces conditions permis le renforcement de la propriété de groupe et le repli sur soi des collectifs autogérés.

Le système bancaire, malgré son rôle central dans le financement des investissements jusqu'en 1971, est incapable de pallier cette insuffisance systémique de la mobilité du capital. Il le sera d'autant moins que ses

réformes ultérieures, notamment pour répondre aux revendications croates, font des entreprises clientes ainsi que des organes politiques locaux, avant tout républicains, les « propriétaires » des banques, réduisant la capacité de celle-ci à assurer la fonction de sélection des projets d'investissement selon leur rentabilité. Dans ces conditions, le système bancaire va lui-même se fragmenter, principalement par Républiques ; de plus, il va permettre la perpétuation d'une contrainte budgétaire douce pour les entreprises, avec la multiplication, par financement bancaire, d'investissements à la rentabilité douteuse à l'échelle nationale (et a fortiori à l'échelle internationale) concernant des industries de transformation dépendantes largement des importations pour leurs biens intermédiaires et d'équipement et dont le marché potentiel se limitait souvent principalement à « leur » République.

Les performances macro-économiques n'ont pas correspondu aux attentes de la réforme de 1965-66 : si la croissance demeure relativement élevée (augmentation annuelle moyenne du produit social de 6 % et de la production industrielle de 7,2 % de 1966 à 1979), c'est au prix de déséquilibres macro-économiques croissants : l'inflation s'accélère à partir de la fin des années soixante, le chômage se développe, malgré une forte émigration économique jusqu'au milieu des années soixante-dix. Mais surtout, le déficit commercial va s'aggraver et donner lieu à un endettement extérieur en constante augmentation, en particulier à partir de 1975. Difficultés économiques et sociales vont alors conduire à une réduction des mécanismes du marché au profit d'une intervention du politique sous forme décentralisée, au niveau des communes et plus encore des Républiques, qui débouchera sur la loi de 1976 sur le « travail associé », prolongement de la Constitution de 1974.

Confédération, autogestion généralisée et « planification contractuelle »

La Constitution de 1974 (avec 142 de ses 406 articles...) consacre l'application, déjà amorcée avec la Constitution précédente de 1963, de l'autogestion à l'ensemble des institutions, y compris aux services publics et aux institutions politiques. N'y échappe que l'armée qui fut néanmoins doublée, dans le cadre de la défense populaire généralisée, par une défense territoriale (TO) relevant de chacune des Républiques ; ces unités territoriales joueront un rôle militaire déterminant dans les conflits armés accompagnant la dislocation de la Yougoslavie dans les années 1990¹¹.

Mais surtout elle entérine l'orientation confédérale des institutions centrales dont la composition reflète sur une base paritaire les différentes Républiques¹², la pré-

sidence fédérale devenant elle-même collégiale avec un représentant des différentes Républiques et Provinces autonomes, le président étant choisi parmi ces représentants selon le principe de la rotation annuelle ; ce principe ne devint cependant effectif qu'après 1980 et la mort de Tito, proclamé président à vie en 1974. En outre, ces membres des instances fédérales ne sont que des délégués des instances des Républiques et Provinces, leur élection au suffrage universel direct ayant été supprimée ; si l'élection au suffrage universel direct est maintenu pour le Conseil fédéral (sorte de Chambre des représentants ou de Bundestag), cette élection se fait par République, empêchant, de fait, l'émergence de forces politiques fédérales, comme on le constata pleinement en 1990 lors des premières élections pluralistes d'après-guerre. On peut alors considérer¹³ que cette Constitution consacre le passage d'une fédération de « nations » (au sens de peuples) à une confédération de territoires ; encore faut-il préciser que ces territoires, Républiques et Provinces, renvoient chacun hormis la Bosnie-Herzégovine à une « nation » majoritaire avec des minorités. Ajoutons qu'après la disparition de Tito, l'orientation confédérale fut renforcée au-delà des dispositions constitutionnelles par des pratiques décisionnelles privilégiant le consensus et accordant de fait un droit de veto aux différentes composantes de la Fédération en cas de désaccords graves, ce qui n'était assurément pas une modalité permettant de faire face à une situation de crise.

5. Plus précisément, la Croatie entendait conserver la totalité des devises issues du tourisme étranger sur la côte dalmate ainsi que celles venant des envois des travailleurs émigrés dont une part importante était originaire de Croatie.
6. Ce n'est qu'ultérieurement qu'il sera rebaptisé « Printemps croate ». Aux yeux de ses promoteurs, cette nouvelle dénomination lui donnait sans doute une touche démocratique qu'il n'avait guère, sauf à considérer que ce caractère est consubstantiel à tout mouvement populaire.
7. La Constitution de la Croatie mentionnait deux peuples constitutifs, les Croates et les Serbes. Ne mettre en avant que les Croates revenait à conférer aux Serbes un statut de minorité, ce qu'ils ne pouvaient que ressentir comme une provocation — et ainsi le ressentirent-ils en 1990.
8. Les premières manifestations ouvertes de nationalisme apparaissent dès 1968 avec la revendication par les Albanais de la transformation du Kosovo de province de Serbie en République et donc en État à part entière.
9. Et par là bien plus proche du Printemps de Prague que le prétendu printemps croate... et plus dangereuse pour le vieux bolchevik qu'était Tito.
10. B. Ward, « The firm in Illyria : Market Syndicalism », in *American Economic Review*, n° 48, 1958, pp. 566-589.
11. Voir Marina Glamocak, *La transition guerrière yougoslave*, Paris, L'Harmattan, 2002, et notamment la troisième partie de l'ouvrage.
12. Cette représentation paritaire vaut pour la présidence collégiale et les chambres du Parlement fédéral. Ainsi, la Serbie centrale, peuplée de 5,8 millions habitants (selon le recensement de 1991), eut autant de représentant que le Monténégro, qui ne comprenait que 615 000 habitants, soit une population neuf fois plus faible... Les Provinces autonomes, bien que faisant partie de la Serbie selon la Constitution, eurent leurs propres représentants dans les instances fédérales, mais au Parlement en nombre plus restreint que les Républiques (8 contre 12 au Conseil des Républiques et Provinces, 20 contre 30 au Conseil fédéral).
13. Voir par exemple Stevan Pavlowitch, « L'héritage titiste », in Jacques Rupnik (dir.), *Les Balkans : paysage après la bataille*, Bruxelles, Complexe, 1992, pp. 51-85.

La Constitution de 1974 est par ailleurs prolongée en 1976 par « la loi sur le travail associé », œuvre testamentaire de Kardelj qui décède en 1979. Cette loi, d'une part, privilégie comme lieu d'exercice de l'auto-gestion « l'organisation de base du travail associé » correspondant à l'atelier ou à l'établissement; en résultat une atomisation des structures de production, notamment des grands systèmes productifs en réseau (transport, énergie...) amplifiant la tendance à la fragmentation locale, avant tout républicaine, du marché intérieur yougoslave. Par ailleurs, elle met en place une sorte de planification contractuelle dans le sens où l'intervention du politique par rapport au marché (contrôle des prix et des revenus, politique de crédit, politique des relations économiques extérieures, services publics, protection sociale...) repose sur des accords entre acteurs selon un système pyramidal, tout en privilégiant les acteurs au niveau des Républiques.

Outre sa lourdeur, ce système décisionnel est marqué par son inefficacité : décisions tardives et bien souvent inadéquates sur le plan économique au nom de la sauvegarde du consensus, non respect des décisions par une partie des acteurs. Mais avant tout, il fait des Républiques les acteurs politiques décisifs sur le plan économique. Leur intervention constante va réduire les mécanismes de marché et renforcer le nationalisme économique régional : non seulement chaque République entend avoir son propre tissu industriel (métallurgie, raffinerie, industrie automobile...) sans considération pour l'étroitesse de son marché « national » et l'existence de capacités de production identiques partielle-

ment inutilisées dans d'autres Républiques, mais elle va chercher à protéger « son » marché intérieur par rapport aux entreprises des autres Républiques. En découle un déclin des relations inter-Républiques au cours des années soixante-dix, si bien qu'en 1980 ces relations ne représentent plus que 22 % du commerce total (contre 27 % en 1970) ; c'est un pourcentage largement inférieur à celui des échanges entre les pays de l'Union européenne, a fortiori si l'on ne prend en compte que ses « petits pays » auxquels s'apparentent les Républiques yougoslaves puisque la plus peuplée, la Serbie, avec ses provinces autonomes, a une population d'à peine dix millions d'habitants¹⁴. Nombre de voix, notamment d'économistes yougoslaves, se sont élevées dans les années 1970 pour dénoncer la fragmentation du marché intérieur yougoslave et la multiplication des « doubles capacités » de production ; leur écho resta cependant restreint auprès des autorités politiques, d'autant plus que le recours à l'endettement extérieur permit la poursuite de la progression du niveau de vie jusqu'en 1980 (du salaire moyen tout comme des dépenses de consommation des ménages en termes réels).

La tendance au cloisonnement régional est en effet en partie suppléée par le développement des relations avec l'étranger, à vrai dire en premier lieu les importations, creusant ainsi le déficit extérieur. En découle une accélération très rapide de l'endettement extérieur à la fin des années soixante-dix, puisqu'il fait plus que doubler entre 1977 et 1981 (de 9,5 à 21,1 milliards de dollars alors qu'il n'était que de 1,4 milliard en 1966) ; en comparaison, les exportations progressent au total deux fois moins rapidement que la dette (de 1,2 milliard en 1966 à 10,2 milliards de dollars en 1981)¹⁵. Cet endettement correspond en fait au recours aux eurocrédits, notamment à court terme, particulièrement sensibles aux variations des taux d'intérêt. Cette montée très rapide de la dette, surtout en fin de période, ainsi que cette structure explique que la Yougoslavie prit de plein fouet la montée brutale des taux d'intérêt mondiaux à partir de 1979-80.

L'évolution politico-institutionnelle de 1974-76 conduit ainsi à affaiblir de façon croissante les autorités centrales et leur capacité à mettre en œuvre une politique économique cohérente en mesure de réguler les comportements micro-économiques de façon, à tout le moins, de sauvegarder les grands équilibres et l'équilibre extérieur. Dans le même temps, elle permet le développement du nationalisme économique des différentes entités de la Fédération au travers, en particulier, du protectionnisme à l'égard des autres ; situation qui marque l'échec de la planification dite contractuelle et qui conduit à la réduction de l'efficacité des mécanismes concurrentiels. En réalité, c'est bien l'absence/faiblesse de régulateur à l'échelle de la Fédération qui marque cette évolution dont la portée fut en partie masquée à la fin des années soixante-dix par le recours à l'endettement extérieur mais qui apparut pleinement dès le début des années quatre-vingt.

14. OCDE, *Études économiques : Yougoslavie 1984/1985*, Paris, 1984, 84 p.

15. OCDE, *Études économiques : Yougoslavie 1989/1990*, Paris, 1990, 108 p. Voir aussi Narodna Banka Jugoslavije, *Bilten*, 18^e année, n° 11-12, novembre-décembre 1989, 90 p. Cette situation est à mettre en rapport avec la nouvelle loi de 1977 concernant les relations extérieures — loi traduisant dans ce domaine la mise en œuvre de la loi sur le travail associé de 1976 et qui supprime, notamment, l'obligation, pour les exportateurs, de cession d'une partie de leurs devises. En privilégiant « l'organisation de base du travail associé » y compris dans les décisions d'endettement extérieur, cette loi empêcha toute politique d'endettement cohérente au niveau fédéral, d'où cette dérive de la dette extérieure (voir, sur ce point, Borisav Srebric, « The Foreign Exchange System », in *Yugoslav Survey*, n° 2, 1990, pp. 95-118).

16. Les échanges vers les pays de l'OCDE restent globalement constants avant leur augmentation à partir de 1987. L'augmentation des exportations à partir de 1980 est à vrai dire surtout due aux exportations vers les pays à économie planifiée, et en premier lieu l'URSS. Si elle permet de faire face à la facture pétrolière, il faut rappeler que le règlement de ces échanges ne se faisait pas en devises convertibles mais en *clearing* bilatéral, un excédent se traduisant donc par un prêt forcé au pays déficitaire.

17. À la fin des années 1980, le taux moyen d'utilisation des capacités de production est tombé à environ 50 %. Voir Savezni Zavod za Statistiku, *Ekonomski trend*, br. 5, octobre 1991, p. 25.

18. Augmentation annuelle moyenne du produit social de 0,5 % de 1981 à 1989, soit une baisse par tête de 0,2 %. Si l'on prend en compte 1990, année de mise en œuvre de la réforme d'Ante Markovic devant amorcer la transition en Yougoslavie — et qui se traduit par une baisse du produit social —, le taux de croissance annuel moyen entre 1981 et 1990 devient alors négatif : - 0,4 %.

Les années quatre-vingt : contrainte extérieure, stagnation et montée des nationalismes

La fuite en avant permise par l'endettement extérieur s'interrompt brutalement avec la force de la contrainte extérieure découlant de la montée du dollar et des taux d'intérêts sur les marchés mondiaux dès 1980. Ainsi, alors que le service de la dette fut multiplié par 2,7 de 1979 à 1981, l'accès à de nouveaux flux de capitaux étrangers se réduisit fortement, rendant inévitable l'ajustement extérieur, en d'autres termes la nécessité de réduire rapidement et fortement le déficit de la balance courante pour dégager un excédent permettant non seulement d'assurer le service de la dette, mais aussi une certaine contraction du volume de celle-ci.

Le solde de la balance courante passe ainsi d'un déficit de 3,7 milliards de dollars en 1979, soit un montant correspondant à environ la moitié des exportations de marchandises de la même année, à un excédent de 0,3 milliard de dollars en 1983. Par ailleurs, alors que les entrées nettes de capitaux s'élèvent à 3 milliards de dollars en 1980 (dont les trois-quarts à long terme), ces entrées deviennent sorties nettes dès 1982 et le restent tout au long des années quatre-vingt hormis en 1983, permettant une certaine réduction du stock de la dette extérieure brute de 21,1 milliards en 1981 à 18,6 milliards de dollars à la fin de 1989.

L'ajustement extérieur va certes passer par une augmentation des exportations¹⁶ mais aussi par une diminution des importations qui, de 15 milliards de dollars en 1981, tombent à 11,6 milliards dès 1983. Compte tenu de la faiblesse des importations de biens de consommation (moins de 10 % du total des importations) due à l'industrialisation par substitution d'importations, l'effort de contraction des importations porte donc sur les biens d'équipement et les biens intermédiaires. En résultent des effets négatifs pour la croissance à moyen/long terme, la réduction des importations de biens d'équipement menaçant la future capacité concurrentielle, d'autant que la réduction de l'investissement ne s'accompagne pas d'une meilleure utilisation du capital ; l'effet négatif de la baisse des importations de biens intermédiaires est, lui, immédiat en raison de la dépendance d'importation des capacités de production existantes et se traduit par leur non utilisation partielle¹⁷, d'où une baisse de l'efficacité du capital existant.

L'ajustement extérieur conduisit alors à une quasi-stagnation du produit social tout au long des années 1980¹⁸, situation que la Yougoslavie n'avait pas connue

depuis 1953, le produit social ayant même augmenté annuellement de 6,5 % en moyenne, de 1953 à 1980... Stagnation du produit social et développement indispensable des exportations se traduisent donc par une pression sur la demande intérieure dont le poids principal est supporté par les investissements qui, en valeur réelle, diminuent d'année en année et globalement de 37,6 % de 1980 à 1989, cette baisse atteignant même 50 % pour les investissements dans l'industrie. À l'inverse, la pression sur la consommation est limitée, tant sur la consommation collective que, et surtout, sur la consommation des ménages dont les dépenses en valeur réelle restent globalement stables de 1980 à 1988. Une telle stagnation ne pouvait cependant qu'être ressentie fort négativement après l'augmentation annuelle de plus de 6 % en moyenne au cours des vingt-sept années précédentes, de 1953 à 1980... En réalité, cette stagnation ne pouvait être vécue comme une dégradation des conditions de vie et, compte tenu de sa durée, que se traduire par un rejet croissant des élites communistes et, au-delà, du système économique et social paraissant incapable de dégager des solutions pertinentes.

Ce rejet est accru par le développement de déséquilibres macro-économiques internes, en premier lieu une accélération de l'inflation : l'augmentation annuelle moyenne de l'indice des prix de détail de 20 % entre 1971 et 1975 passe à 76 % entre 1976 et 1980 et 120 % entre 1981 et 1989, pour culminer en 1989 avec une augmentation annuelle de 1 356 %. Une telle accélération montre bien l'inefficacité des mécanismes de régulation macro-économique dans le cadre de la « planification contractuelle » censée se traduire notamment par un contrôle des prix ; en réalité, malgré les accords conclus dans ce cadre, les acteurs micro-économiques tentent de faire reporter la charge de l'ajustement extérieur sur les autres par une augmentation de leurs prix que les autorités locales, républicaines en premier lieu, de fait entérinent. De même, les entreprises accumulent les pertes qui sont couvertes par un recours croissant au crédit bancaire (que de fait les entreprises contrôlent en tant que membres fondateurs des banques depuis le début des années 1970), d'où accumulation de créances irrécouvrables et en définitive création monétaire par la banque centrale sous peine, en cas de politique restrictive, de provoquer la faillite des banques et, au-delà, celle des entreprises.

La stagnation de la production conduit par ailleurs au développement du chômage, le nombre de chômeurs officiellement enregistrés augmentant de plus de 50 % entre 1980 et 1989 pour atteindre 1,2 million en 1989, et ceci malgré une certaine création nette d'emplois salariés qui augmente de 19 % au cours de cette période. Une telle augmentation, alors que la production stagne, induit en fait une baisse de la productivité du travail des personnes employées, ce qui ne saurait améliorer la capacité concurrentielle des entreprises ; elle illustre cependant la force des mécanismes

sociaux, tant internes à l'entreprise de la part des salariés que de la part des autorités politiques locales, dans les décisions des entreprises concernant la gestion de la main d'œuvre.

Cette situation globalement peu favorable permet le renouveau de discours relevant du nationalisme économique, comme les thématiques de « l'exploitation » d'une République par les autres, voire par l'une d'entre elles précisément¹⁹.

En réalité, si l'on prend en compte le produit social par habitant et qu'on compare son niveau par République à la moyenne nationale, seule la période de 1947 à 1952 voit les inégalités se réduire. À partir de 1953, les Républiques les plus développées (Slovénie, Croatie et en Serbie, la Voïvodine) connaissent le développement le plus rapide ; de même, dans le cadre de la stagnation des années quatre-vingt et de la baisse du produit social par habitant de 14 % entre 1980 et 1990, ce sont ces deux Républiques et la Province autonome qui connaissent la régression la plus limitée. Ainsi, par rapport à l'indice 100 pour le produit social par habitant de l'ensemble de la Yougoslavie, l'indice est pour la Slovénie de 161 en 1953, mais de 218 en 1990, pour la Croatie respectivement de 116 et de 128, pour la Voïvodine de 100 et 124, la Serbie centrale tout comme la Macédoine voyant leur position relative stagner sur l'ensemble de la période, à l'indice 97 pour la Serbie et 67 pour la Macédoine. Seuls la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo voient leur position relative se dégrader mais ceci est dû en bonne part à leur évolution démographique plus rapide, en particulier au Kosovo.

Si l'on néglige cette évolution démographique, le produit social de la Yougoslavie (base 100 en 1953) est de 550 en 1980, puis régresse à 527 en 1990 ; pour la Slovénie, ces indices sont respectivement de 653 et 660, pour la Croatie de 532 et 494, la Serbie (sans les Provinces autonomes) connaissant une évolution très proche avec 543 et 491. Sur l'ensemble de la période mais également lors de la stagnation des années quatre-vingt, la Macédoine et la Voïvodine connaissent une évolution plus favorable de leur produit social que la Yougoslavie dans son ensemble tout comme le Monténégro jusqu'en 1980. À l'inverse, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, relativement plus producteurs de produits primaires et semi-finis, sont plus pénalisés par une structure des prix défavorables à ces produits et favorables aux produits finis et à plus forte valeur ajoutée, la première bénéficiaire de cette structure étant la Slovénie.

Ainsi, ce sont bien les Républiques les plus développées qui ont au total connu le développement le plus rapide (et la dégradation la plus limitée dans les années quatre-vingt), surtout lorsqu'on prend en compte l'évolution démographique. La création en 1965 d'un fonds fédéral pour les régions les moins développées (Républiques et Provinces) n'a pas enrayé cette

dynamique inégalitaire même s'il a assuré le financement d'une part non négligeable de leurs investissements²⁰. La contribution des Républiques les plus développées à ce fonds (2 % de leur produit social entre 1976 et 1980 mais seulement 1,6 % entre 1986 et 1990) fut source de critiques croissantes si bien que l'une des premières manifestations de non respect des règles fédérales sur le plan économique fut le refus par la Slovénie en 1990 de verser sa contribution au fonds.

La stagnation économique durable, et plus encore le développement d'une hyperinflation, a certes permis l'arrivée en 1989 à la tête de la Fédération d'un gouvernement, sous la direction d'A. Markovic, dont le programme de décembre 1989 (stabilisation macro-économique avec priorité à la lutte contre l'inflation, convertibilité de la monnaie, privatisations) s'apparente fort à la « thérapie de choc » que mit en œuvre la Pologne à partir de 1990. La récession qui s'ensuivit au cours de l'année 1990 avec une baisse du produit social de 9 % ne fit cependant qu'attiser les dissensions internes et les forces centrifuges, avec la montée des nationalismes et des tendances séparatistes²¹. L'échec de ce programme est patent dès l'été 1990, l'automne 1990 étant marqué par des mesures économiques unilatérales de certaines Républiques (Slovénie, Croatie, Serbie) contraires aux règles fédérales, notamment sur le plan fiscal, de la politique des revenus et de la politique monétaire ; ainsi, fin décembre 1990, la Banque centrale de Serbie décide de procéder à une création autonome de monnaie centrale.

Bien que son adoption se soit faite dans l'enthousiasme, l'échec du programme d'A. Markovic illustre l'insuffisance d'un réel soutien politique, reflet de la faiblesse des forces politiques s'inscrivant d'emblée au niveau fédéral qui est elle-même une conséquence des modalités de la représentation politique de la Constitution de 1974.

Le parti communiste, qui détient toujours en 1989 le monopole de cette représentation, est lui aussi miné par les dissensions entre Républiques ; il éclate en janvier 1990 lorsque les communistes slovènes quittent brusquement le XIV^e Congrès. Les premières élections pluralistes d'après 1945, qui se déroulent en 1990, illustrent le degré de désintégration déjà atteint : elles se tiennent en effet par République et à des dates séparées. Les forces politiques qui l'emportent en Serbie et au Monténégro se réclament toujours du socialisme et de la Yougoslavie ; ailleurs, ce sont des forces alternatives (bien que comprenant souvent d'anciens membres du parti communiste) qui arrivent au pouvoir. Globalement, ces forces politiques, alternatives ou non, reposent toutes, bien qu'à des degrés divers, sur une approche nationaliste par République, c'est-à-dire en fait, compte tenu de la force ethnico-culturelle dans la définition de l'identité politique, sur une approche privilégiant le peuple majoritaire dans ces Républiques.

En particulier, en Slovénie et en Croatie, les forces politiques qui l'emportent ont un programme électoral comprenant l'objectif de l'indépendance et donc la sécession par rapport à la Yougoslavie fédérale. Leur proclamation de l'indépendance, le 25 juin 1991, entame le processus de la disparition effective de celle-ci. Même si les facteurs historiques et politiques sont déterminants pour cette revendication d'indépendance, force est de constater que ces deux Républiques sont les plus développées, mais également, dans les années quatre-vingt, les moins relativement intégrées dans l'espace économique yougoslave²². Pour autant, la dislocation de la Yougoslavie fédérale se traduit, pour elles aussi, par la rupture plus ou moins totale des relations économiques avec les autres Républiques, source de chute de leur production à partir de 1991 ; il est vrai que ces aspects deviennent rapidement secondaires, sauf pour la Slovénie, avec l'évolution dramatique sur le plan politico-militaire. □

19. On peut en trouver un écho du point de vue croate dans Marc Gjidara, Mirko Grmek, et Neven Simac, *Le nettoyage ethnique*, Paris, Fayard, 1993, p. 239. Ce thème apparaît également dans le Mémoire de l'Académie de Serbie de 1986 à propos de la Krajina croate.
20. Sur l'ensemble de la période 1966-1989, ce fonds permet de financer 13 % des investissements en Bosnie-Herzégovine, 20 % au Monténégro et 23 % en Macédoine, mais 64 % au Kosovo, ce pourcentage ne cessant avec le temps de croître dans cette province pour atteindre même 95 % entre 1986 et 1989. Sur l'ensemble de la période 1966-1990, le Kosovo bénéficia de 4,4 milliards de dollars — soit 40 % des sommes totales allouées par le fonds. Voir *Evropski centar za mir i razvoj, Fond Federacije za kreditiranje brzog razvoja privredno nedovoljno razvijenih Republika i Pokrajina 1965-1990*, Belgrade, 1991, 132 p.
21. Voir Joze Mencinger, « Kolaps stabilizacionog programa u brojkama », in *Privredna kretanja Jugoslavije*, n° 120, septembre 1991, pp. 23-34 (dernier numéro de la revue de l'Institut économique de la Faculté de droit de Ljubljana existante depuis 1971).
22. Le dernier tableau entrée-sortie par Républiques-Provinces disponible pour la Yougoslavie fédérale concerne l'année 1986. Voir *Savezni Zavod za Statistiku, Sistem bilansa raspodele i upotrebe društvenog proizvoda Republika i Pokrajina za 1986.godine*, Belgrade, 1990. Pour l'ensemble de la Yougoslavie, les ventes d'une République aux autres étaient trois fois supérieures aux exportations de la Yougoslavie mais ce rapport était de 2,2 pour la Croatie et de seulement 1,9 pour la Slovénie, alors qu'il est supérieur à 3 pour toutes les autres Républiques et Provinces autonomes. La situation est similaire pour le rapport entre les achats d'une République en provenance des autres entités de la Fédération et ses importations de l'étranger.



Yougoslavie :
l'effondrement
du communisme.
Carte établie
en juillet 1991
(coll. part.).